Nouvelles d'Europe – 13

Emissions d'information sur l'Europe assurées par François Vié, diffusées sur Radio PFM (99.9) dans le cadre de « info 30 » le premier jeudi de chaque mois à 7 h 30, 12 h 30, 18 h 30.

Les émissions peuvent être écoutées et téléchargées sur le site **radiopfm.com** rubrique « son »

Emission diffusée le **jeudi 7 décembre 2006**

Quelles sont les propositions des candidats à la présidence de la république sur l'Europe ?

Je distinguerai plusieurs familles de candidats : les nostalgiques de l'Etat-nation, les contestataires, les européens pragmatique et les européens convaincus.

Les nostalgiques ?

De droite à gauche :

- Jean-Marie Le Pen : l'Europe c'est la fin de la souveraineté politique, la fin de la prospérité économique, la faillite financière, un ordre juridique totalitaire, l'Europe passoire face à l'immigration. Donc il faut sortir de l'Europe. sans commentaire.
- Philippe de Villier : Il faut reconstruire une Europe des patries, c'est à dire intergouvernementale, en établissant une charte fondatrice pour une nouvelle Europe, et surtout sans la Turquie.
- Jean-Pierre Chevènement : propose , lui, une ré-orientation de la construction européenne., par la renégociation du Traité constitutionnel européen, sur une base intergouvernementale.
  Gouvernement économique : Réforme de statuts de la BCE, renforcement de l'Eurogroupe, politique de relance ; Une Europe qui protège : Traité social, instauration d'une préférence européenne. ; Une Europe à géométrie variable à travers des coopérations renforcées assouplies.

Les contestataires.

Il s'agit de la gauche radicale : Elle affirme une volonté européenne tout en proposant des mesures assez peu réaliste dans la géographie politique actuelle de l'Europe..

- Olivier Besancenot : révolution démocratique et sociale en uniformisant, vers le haut, la législation sociale : salaire minimum européen, l'interdiction des licenciements collectifs dans les entreprises bénéficiaires, des services publics européens, la suppression des paradis fiscaux... Il est urgent de changer l'Europe mais on ne dit pas comment.
- Le collectif pour un rassemblement antilibéral de gauche dont on ne connait pas encore le représentant (Parti communiste, LCR, José Bové) : adopter un modèle social ambitieux, faire reculer le pouvoir des marchés financiers, supprimer l'indépendance de la BCE, rompre avec la course à la baisse des coûts salariaux et à la diminution des dépenses publiques et sociales.

Les européens pragmatiques :

On trouve dans cette catégorie les favoris de l'élection présidentielle, pour qui la construction européenne est un acquis sans être une priorité:

- Nicolas Sarkozy : L'Europe est une nécessité pour affronter la mondialisation, mais elle doit être une protection. Elle doit se préoccuper plus de croissance et de chômage , adopter le principe de préférence communautaire, se doter d'un gouvernement économique, utiliser plus les coopérations renforcées, ne pas accepter de nouvelles adhésions, proposer à la Turquie un partenariat renforcé. Il propose un mini-traité constitutionnel dans l'attente d'une nouvelle convention qui préparerait une nouvelle Constitution.
- Ségolène Royal : Elle veut que l'Europe se relève. Un bon fonctionnement de l'Europe est nécessaire à la solution de bien des problèmes du monde. Il faut reconstruire l'Europe par la preuve, c'est à dire par des réalisations concrètes, particulièrement dans l'environnement, la

recherche, les transports, les services publics. L'Europe doit lutter contre le chômage et les délocalisations. Il faut un pilotage de l'économie européenne par l'Eurogroupe, un traité social, une directive sur les services publics. La constitution doit être un texte court et uniquement institutionnel.

Les européens convaincus

Les candidats de cette catégorie présentent pour le moment des propositions plus floues sur l'Europe:

- François Bayrou : Il propose de placer en priorité la question de la constitution européenne, avec un texte simplifié. les priorités sont la coordination des économies, l'énergie, l'environnement , la régulation des mouvements de population, réfléchir à une intégration politique des pays de la zone euro.
- Dominique Voynet : propose une Europe écologique, sociale et solidaire :adaptation de notre société aux exigences du développement durable, limitation de l'impact environnemental et social des activités économiques, services publics. Redéfinir les fondements de l'Europe à travers une Constitution.
- Corinne Lepage propose un « mariage entre économie de marché, humanisme et prise en compte du long terme », sans propositions particulières sur l'Europe.

Quelques remarques sur ces propositions ?

J'en ferai plusieurs :

Si l'Europe est peu mentionnée dans certains programmes, c'est que nous sommes en début de campagne et les **programmes ne sont pas tous complètement dévoilés**, en particulier ceux de François Batrou et de Dominique Voiynet

En ce qui concerne **l'économie,** Nicolas Sarkosy, comme Ségolène Royal soulignent l'importance de la coordination des politiques économiques européennes, à juste titre si l'on en croit de nombreux avis d'experts. Par contre ils cèdent à un tendance bien française à reporter les difficultés sur l'Europe, faute d'une politique nationale efficace, lorsqu'ils insistent sur une Europe qui doit être protectrice ou sur le rôle de la Banque centrale européenne. N'oublions pas que l'essentiel des leviers en matière économique (politiques budgétaires, sociales, fiscales…) sont entre les mains des états et non de l'Europe.

Sur les **questions internationales**, les enjeux majeurs sont souvent désignés : mondialisation, développement, énergie, changement climatique, terrorisme, gouvernance mondiale, prolifération nucléaire, migrations, paix. Mais l'importance donnée à l'Europe comme moyen de résoudre les grandes questions est peu évoquée : Seule Ségolène Royal dit que l'Europe doit jouer un rôle pour la paix, contre le terrorisme, pour préparer l'après pétrole, la recherche, le développement des pays pauvres. Dans le projet socialiste, l'amélioration de la gouvernance mondiale, le contrôle du capitalisme financier, l'aide au développement, la défense, la politique étrangère sont des politiques nationales.

Sur la question de la **constitution européenne** seuls Ségolène Royal et surtout Nicolas Sarkozy font des propositions concrètes.

- Pour Nicolas Sarkozy il faut un mini traité institutionnel qui reprenne les avancées du Traité constitutionnel européen, à l'exception de la composition de la Commission, comprenant une majorité super-qualifiée à substituer à la règle de l'unanimité sur les questions fiscales. L'objectif serait d'aboutir sous présidence française en 2008. Ce traité serait approuvé par voie parlementaire.
- Pour Ségolène Royal il faut lancer le débat constitutionnel sous présidence allemande au 1er semestre 2007 et, sous présidence française au 2eme semestre 2008, lancer une convention qui rédigerait un texte court, uniquement institutionnel, qui serait soumis à approbation le même jour dans les 25 pays européens.

Rappelons où on en est à ce jour : il est probable que, à la mi-2007 une conférence intergouvernementale sera réunie dans le but de déboucher sur une proposition en 2008 pour la soumettre aux peuples européens

en 2009. Les propositions de Sarkosy et Royal ne sont pas incompatibles avec ce calendrier. La difficulté résidera dans la part du contenu du Traité constitutionnel européen qui sera reprise dans le nouveau texte. Les avis des différents pays européens sont très éloignés, entre ceux qui veulent tout garder dans le traité constitutionnel, ceux qui veulent le réduire à ses aspects institutionnels, ceux qui veulent rédiger un nouveau texte.

Maintenant quelques brèves :

La **Constitution aurait du entrer en vigueur le 1er novembre.**

Si le traité constitutionnel avait été ratifié, il serait entré en vigueur le 1er novembre.
Alain Lipietz dans un article du monde imagine ce qu'aurait pu alors être l'actualité européenne :

- Le parlement européen aurait voté la totalité des dépenses du budget 2007, y comprit de la PAC.
- la loi européenne précisant comment les états doivent « fournir et financer » les services publics serait examinée par le parlement.
- des initiatives législatives citoyennes seraient lancées sur les OGM, le nucléaire ou les lois sociales.
- Les parlementaires auraient déposé un premier amendement à la Constitution pour l'améliorer.
- la charte des Droits fondamentaux serait devenue contraignante, ce qui aurait empêché par exemple en France le projet de « Contrat première embauche »

Gardons l'espoir d'un nouveau texte pour 2009. Ce ne seraient que 3 ans de perdus pour l'Europe.

La Directive service a été définitivement adoptée

L'adoption l'ex-directive Bolkenstein résulte du vote en deuxième lecture du Parlement européen. Le texte définitif est un peu plus restrictif que celui adopté par le parlement en première lecture. Il garde toutefois 90% de son contenu et les aspects importants comme la suppression du principe du pays d'origine.

Turquie : la Commission recommande un gel partiel des négociations d'adhésion

Cette proposition fait suite au refus par la Turquie d'ouvrir ses ports et aéroports aux navires et avions chypriotes grecs, ce qui reviens à refuser la présence de Chypre comme état membre de l'Union. La décision devra être prise par le Conseil européen des 14 et 15 décembre.

Une communauté de l'énergie avec les Balkans

La première réunion ministérielle de la communauté de l'énergie s'est tenue. Cette communauté a été crée entre l'Union européenne, 8 états de l'Europe du sud-est et la mission de l'ONU au Kosovo dans le but d'améliorer l'approvisionnement énergétique de ces pays.

Les négociations d'un accord partenarial Union européenne-Russie sont reportées.

La négociation de cet accord est importante notamment en matière énergétique. Son report est dû au veto de la Pologne qui demande, avant toute discussion, que la Russie lève son embargo sur les exportations polonaises de viandes et de légume vers la Russie.
Cet incident met en relief les relations tendues entre Union européenne et Russie, les mauvaises relations de la Pologne avec la Russie, qui reproche les politiques de soutiens aux mouvements démocratique en Biélorussie et en Ukraine. Elle fait aussi apparaître des tentions internes à l'Europe, la Pologne demandant à l'Europe de mieux la défendre vis à vis de la Russie.

La Suisse participe à l'élargissement de l'Europe.

L'union européenne a demandé aux pays membres de l' « Espace économique européen » c'est à dire la Suisse, la Norvège, l'Islande, et le Liechtenstein de contribuer à son effort de soutien aux nouveau pays membres de l'Est. Les électeurs suisses ont accepté par référendum le 26 novembre de verser 650 millions d'€ aux 10 nouveaux états membres.

Sources : Europa, Touteleurope, Europemidi, Euractiv, Sinople, presse quotidienne et hebdomadaire française dont Le Monde, Courrier international.